



FRANCE

Pour les enseignants, « la coupe est pleine »

La réforme des retraites joue comme un électrochoc sur les professeurs, reflétant un malaise plus profond

Sabine, Jean-Michel, Sandrine, Benjamin... Ils se définissent désormais comme « enseignants grévistes », gommant, au fil de leurs témoignages, les différences de niveaux, de matières enseignées, d'expérience, de rémunérations, d'affectations. Et même leurs appartenances syndicales – quand ils en ont. Le 5 décembre, ils ont défilé contre le projet de réforme des retraites, de Paris à Rennes en passant par Dijon, et la plupart d'entre eux ont « remis ça » mardi 10 décembre. Entre les deux dates, le taux de mobilisation dans le monde enseignant a baissé, passant de 45 %, en moyenne au niveau national, à 16 %, selon le ministère de l'éducation, alors que les syndicats annoncent des taux beaucoup plus hauts.

Mais leur constat n'a pas varié : la « confiance », maître mot de leur ministre de tutelle, Jean-Michel Blanquer, est, disent-ils, sinon « rompue », du moins « sérieusement entamée ». « On est prof, on sait lire, on sait compter, ironise Dominique, qui enseigne en maternelle dans la Loire. Nous répéter qu'avec la réforme des retraites, les enseignants vont y gagner, c'est nous prendre pour des imbéciles ! » « Les assurances ministérielles finissent par être contre-productives, réagit aussi Mathieu, professeur en lycée près de Rennes. On nous répète qu'on n'a rien compris, qu'on est mal informé... Cela jette de l'huile sur le feu. »

Invité de France Inter mardi, Jean-Michel Blanquer a affirmé que « s'il y avait le retrait de la réforme » – une « hypothèse d'école [qui] n'arrivera pas » –, les professeurs en seraient les « principales victimes », puisque, selon lui,

« tout un pan de la justification [des hausses de primes] ne serait plus là ». Dans une interview donnée au *Parisien* le 5 décembre, le ministre de l'éducation trouvait « dommage de se mettre en grève alors que la réforme aboutira à une augmentation des rémunérations ». « La ficelle est un peu grosse, estime Jean-Michel, enseignant de lycée mobilisé à Brest (Finistère). L'excès de communication nuit à sa crédibilité. »

Si M. Blanquer a repris à son compte l'estimation de 400 millions d'euros de revalorisation annuelle des enseignants, donnée par Bercy, il n'en a pas dit plus de l'impact qui pourrait en découler sur la feuille de paie. Pas encore : le ministre de l'éducation devait s'exprimer dans le sillage du premier ministre, mercredi 11 décembre. En attendant, les professeurs ne cachent pas leurs doutes. « Depuis quelques jours, les annonces concernent des enveloppes globales, observe Raphaëlle, professeure de SES à Paris. Si on voulait vraiment augmenter les salaires, il suffirait de dégeler le point d'indice, au lieu d'ergoter sur qui va récupérer combien à partir de masses abstraites ! » Benjamin, professeur des écoles dans le 18^e arrondissement, est, lui aussi, pessimiste : « On a l'habitude que les montagnes accouchent de souris. »

Pour beaucoup, le projet de réforme des retraites a joué comme un « électrochoc », la « goutte d'eau » révélant un malaise plus profond. « De la maternelle au lycée, la coupe est pleine, et elle finit par déborder », résume Sabine, directrice à Pantin (Seine-Saint-Denis). A tous les niveaux de la scolarité – y compris en maternelle,

rendue obligatoire dès trois ans par la loi Blanquer –, on a le sentiment que les difficultés « plafonnent », que les rythmes de travail « s'emballent », que les tâches administratives « empiètent » sur les missions pédagogiques.

« Un effet cocktail »

« Les dédoublements promis en grande section – sur le modèle des "classes à 12" en CP et en CE1 en éducation prioritaire – c'est très beau sur le papier, observe Dominique, l'enseignante de maternelle. Mais c'est aussi très compliqué à mettre en œuvre sans moyens et sans locaux supplémentaires », souligne-t-elle, en expliquant redouter « l'envol des effectifs » à la rentrée prochaine. Même pronostic au collège : « On s'apprête à recevoir la répartition des moyens d'enseignement pour la rentrée 2020, et on s'attend déjà à plus d'élèves pour moins d'adultes », avance Maud, enseignante de français à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Au lycée, dans le Val-d'Oise, Florent voit lui aussi les « classes gonfler » : « On a commencé à 30 élèves par division, ça fait déjà beaucoup en éducation prioritaire. Mais après un trimestre, on monte dans certaines à 33 ou à 34 élèves. » Avec le jeu des nouvelles spécialités au lycée, Raphaëlle, l'enseignante parisienne, s'est retrouvée avec six groupes différents, soit 220 élèves. « Pour la première fois, j'ai distribué un QCM aux élèves de 2^{de}, parce que je n'avais pas le temps de corriger un devoir plus construit. »

En Seine-Saint-Denis, l'émotion suscitée par le suicide de Christine Renon, en septembre, dans l'enceinte de l'école maternelle qu'elle



dirigeait à Pantin, n'est pas retombée. Dans ce même département, les violences aux abords des établissements se succèdent. « Ici, c'est la synthèse de tout, résume Marion, enseignante en collège à Aubervilliers. En début d'année, on avait écrit un slogan qui disait "Suicide, violence, souffrance, elle est où l'école de la confiance?" La réforme des retraites est arrivée par-dessus tout ça. Il y a un effet cocktail... »

Le constat, et ils le reconnaissent, n'est pas tout à fait nouveau. « On l'a jusqu'à présent dénoncé à coups de pétitions, de lettres ouvertes, d'interpellations... mais plus difficilement dans la rue », témoigne Jean-Michel, enseignant brestois. C'est le « sentiment de faire corps », dit-il, de « faire groupe », « de ne plus être seuls » qui, pour lui, permet aujourd'hui au mouvement enseignant d'exister. « J'ai connu les mobilisations de 1995 et de 2003, raconte ce professeur chevronné, je me sentais touché par une forme de lassitude sociale. Le réveil est salutaire... » Mais il est rude. « Beaucoup d'enseignants, proches de l'âge de la retraite, ont l'impression d'avoir tenu toute leur carrière sans démériter, reprend Mathieu, l'enseignant rennais. La retraite, pour eux, c'est un peu la

lumière au bout du tunnel, et ce qui se joue du côté du gouvernement génère autant de désillusion que de colère. » Dans son établissement, plus de la moitié des personnels ont fait grève mardi 10 décembre – autant que le jeudi 5. Une large partie a aussi « débrayé » le vendredi 6. « Au lycée, dit-il, beaucoup de collègues ont le sentiment qu'ils n'ont plus rien à perdre. Avec le nouveau bac, la disparition des filières, ils vivent trop de changements à la fois cette année. Les retraites, c'est la réforme de trop. » ■

MATTEA BATTAGLIA
 ET VIOLAINE MORIN

AU COLLÈGE, « POUR LA RENTRÉE 2020, ON S'ATTEND DÉJÀ À PLUS D'ÉLÈVES POUR MOINS D'ADULTES »

MAUD
 enseignante de français
 en Seine-Saint-Denis

LA REVALORISATION SALARIALE DE 400 MILLIONS D'EUROS PAR AN PROMISE PAR LE GOUVERNEMENT SUSCITE TOUS LES DOUTES